|  |  |
| --- | --- |
| Logo of the European Commission, 12 yellow stars on a blue background arranged in a circle and framed by two light grey graphic elements representing the Berlaymont building, which is the headquarter of the European Commission. | COMMISSION EUROPÉENNE |

AVIS DE VACANCE POUR UN POSTE D’EXPERT NATIONAL DÉTACHÉ

|  |  |
| --- | --- |
| DG – Direction – Unité | Direction générale des partenariats internationaux (DG INTPA), Direction G - Développement humain, migration, gouvernance et paix, Unité G3 - Jeunesse, éducation & recherche, culture |
| Numéro de poste Sysper: | 456986 |
| Personne de contact:  Prise de fonctions souhaitée:  Durée initiale:  Lieu de détachement: | Agnieszka SKURATOWICZ  4e trimestre 2025  2 années  Bruxelles  Luxembourg  Autre: Click or tap here to enter text. |
| Type de détachement |  |
| Cet avis de vacance est ouvert aux:    ainsi qu’aux  pays AELE suivants:  Islande  Liechtenstein  Norvège  Suisse  pays tiers suivants: …  organisations intergouvernementales suivantes: … | |
| Délai des candidatures | Date limite pour postuler: 25-07-2025 |

**Présentation de l’entité (nous sommes)**

La Direction générale des partenariats internationaux (INTPA) a pour mission de contribuer, dans le cadre des relations extérieures de l'Union européenne, au développement durable, à l'éradication de la pauvreté, à la paix et à la protection des droits de l'homme, par le biais de partenariats internationaux qui défendent et promeuvent les valeurs et les intérêts européens. Elle est responsable de la conception des politiques d'action extérieure de l'UE et de la mise en œuvre des instruments d'action extérieure de la Commission.

L'unité G3 de l'INTPA fait partie de la direction G : Développement humain, migration, gouvernance et paix.

L'unité fonctionne comme un centre d'expertise pour la coopération dans les domaines de la jeunesse, de l'éducation et de la recherche, et de la culture. Elle est chargée de coordonner les travaux de l'INTPA concernant la conception et la mise en œuvre des politiques extérieures dans ces domaines, d'identifier et de formuler les actions de l'UE, et de soutenir le renforcement des capacités des délégations de l'UE.

L'unité travaille en étroite collaboration avec les autres services de l'INTPA et avec d'autres directions générales de la Commission (notamment la DG EAC et la RTD), le SEAE, les États membres de l'UE et d'autres parties prenantes afin de garantir la cohérence des politiques et l'intégration de la dimension extérieure des politiques internes.

**Présentation du poste (nous proposons)**

Nous proposons un poste politique intéressant et diversifié au sein d'une unité jouant un rôle clé dans l'intégration du développement du capital humain au déploiement du Global Gateway et de son approche « 360 degrés », ainsi que dans la construction d'une approche « Équipe Europe », notamment en matière de développement des compétences. Le/la titulaire du poste devra :

* Utiliser et analyser des données quantitatives et qualitatives, contribuer à l'élaboration des politiques en matière d'éducation et de formation, d'apprentissage tout au long de la vie, de marchés du travail et d'adéquation des compétences.
* Promouvoir la cohérence des initiatives de développement du capital humain avec les initiatives d'investissement aux niveaux mondial, régional et national, et intégrer le développement du capital humain dans la stratégie du Global Gateway. Cela implique de contribuer à la définition des initiatives pertinentes de l'Équipe Europe.
* Assurer l'intégration des aspects transversaux (approche fondée sur les droits, genre, environnement/changement climatique, numérisation) et prioriser les actions en faveur des femmes et des jeunes.
* Contribuer au renforcement de la collaboration et de la coordination avec les autres services de la Commission (notamment les DG ENEST, MENA, EMPL, EAC) et le SEAE, ainsi qu'avec diverses parties prenantes du monde universitaire et du secteur privé en matière de développement du capital humain. Identifier et partager les meilleures pratiques et faciliter l'échange d'expériences.
* Contribuer à la coordination interinstitutionnelle, aux négociations, aux réunions internationales, aux conférences et aux séminaires pertinents.
* Contribuer au partage des connaissances et à la mobilisation des parties prenantes par des méthodes innovantes, notamment en facilitant des événements, en animant ou en contribuant à des réseaux existants et nouveaux.
* Produire des conseils et élaborer des lignes directrices pratiques dans les domaines de l'éducation et de la formation, des politiques du marché du travail et des compétences, et de l'investissement dans le développement et la mise en œuvre de l'éducation et de la formation dans les secteurs public et privé.
* Contribuer à la conception et à la préparation des programmes/projets (ainsi qu'aux études requises) et s'assurer que toutes les conditions nécessaires (institutionnelles, budgétaires, logistiques, etc.) sont réunies lors du lancement des programmes/projets. Cela comprend les appels d'offres, les appels à propositions, les contrats et les conventions de subvention préparés par l'unité.
* Contribuer au suivi et à l'évaluation de l'impact axés sur les résultats, et contribuer à l'élaboration de critères et d'instruments de suivi et d'évaluation de l'impact.
* Contribuer aux notes d'information, aux points de discussion, aux analyses, aux concepts et aux positions sur l'emploi, en mettant l'accent sur le développement du capital humain.

**Profil du titulaire (nous recherchons)**

Nous recherchons des candidats justifiant de : 5 ans d’expérience professionnelle récente et pertinente, dans une des domaines suivants :

* Demande de compétences et mécanismes d’adéquation : englobant l’anticipation et l’adéquation des compétences, l’analyse et les outils, le développement des systèmes de qualification, la reconnaissance et la validation des compétences, et la numérisation des systèmes d’information et des services du marché du travail.
* Systèmes : couvrant l’évaluation des politiques éducatives, le financement des réformes de l’éducation et du marché du travail, notamment par le biais de grands programmes d’investissement, de garanties et d’autres types de financement, la législation relative aux politiques de l’éducation et du marché du travail, et les partenariats public-privé pour le développement des compétences.

Compétences et connaissances techniques :

* Connaissance des politiques, programmes et instruments de partenariat européens et internationaux dans les domaines de la politique de l’éducation et des compétences.
* Excellentes compétences analytiques, notamment la capacité à interpréter des données pour des conseils stratégiques.
* Maîtrise de Microsoft Office et des outils numériques pour la communication, les réunions et le réseautage, la collaboration, l’accès à l’information, sa gestion et sa diffusion. La maîtrise des outils d’IA serait un atout.
* Le/La candidat(e) doit être prêt(e) à travailler de manière autonome, à prendre des initiatives si nécessaire et à être capable de travailler efficacement sous pression.
* Une expérience professionnelle dans les économies en développement est considérée comme un atout.
* Une excellente maîtrise de l'anglais (écrit et parlé) ; la connaissance du français ou d'autres langues officielles de l'UE serait considérée comme un atout.

**Critères d’éligibilité**

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d’éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d’au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;

Ancienneté de service : avoir une ancienneté d’au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;

Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.

Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d’une des langues de l’Union européenne et une connaissance satisfaisante d’une autre langue de l’Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu’il est appelé à exercer. Si vous venez d’un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l’Union européenne nécessaire à l’accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

**Conditions du détachement**

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d’absence de conflit d’intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l’article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l’Union européenne doit obligatoirement disposer d’une habilitation de sécurité (jusqu’au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32015D0444). Il vous appartient de lancer cette procédure d’habilitation de sécurité avant d’obtenir la confirmation de votre détachement.

**Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Si vous êtes intéressé, veuillez suivre les instructions données par votre employeur pour postuler.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l’intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l’AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s)**. Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidaturesous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](https://europa.eu/europass/fr/create-your-europass-cv))en français, anglais ou allemand.Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d’autres documents(tels que copie de carte d’identité, copie des diplômes ou attestation d’expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

**Traitement des données à caractère personnel**

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ([[1]](#footnote-1)). Ces dispositions s’appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

1. () Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l’Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) nº 45/2001 et la décision nº 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39). [↑](#footnote-ref-1)